



**PACTE
DU POUVOIR
DE VIVRE**

SORTIR DE LA CRISE DÉMOCRATIQUE : DONNER LE POUVOIR D'AGIR

Publication des résultats d'un sondage réalisé avec l'Institut Ipsos Sopra Steria
sur les inquiétudes des Français.es face à l'avenir
et les perspectives pour sortir de la crise démocratique

Contact :

Alice Dekker
alice@alicedekker-rp.fr
06 16 58 21 60

DOSSIER DE PRESSE DU 12 AVRIL 2023



LES CHIFFRES CLÉS

Enquête Ipsos Sopra Steria réalisée par internet du 31 mars au 1er avril 2023, auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération de résidence.

Lire le sondage : <https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/>

UN CONTEXTE D'INQUIÉTUDES SOCIALES

60% des citoyens craignent de basculer dans la précarité.

UNE CRISE DÉMOCRATIQUE À MÊME DE FREINER LES TRANSITIONS

83% des Français.es pensent que la crise démocratique actuelle risque d'empêcher l'adoption de grandes réformes en faveur de la transition écologique et de la justice sociale.

DES FRANÇAIS.ES QUI SOUHAITENT UNE FISCALITÉ PLUS JUSTE

74% des Français.es soutiennent la nécessité d'une plus grande progressivité de l'impôt afin d'améliorer le partage des richesses en France. Ce taux atteint 85% chez les foyers aux revenus moyens/inférieurs et reste majoritaire chez les plus aisés avec un taux de 59%.

UN CONTEXTE QUI DONNE ENVIE D'AGIR DAVANTAGE

37% des Français.es affirment que la crise démocratique actuelle leur donne envie de plus s'engager, et notamment les plus jeunes.

Le Pacte du pouvoir de vivre est une alliance de plus de 60 organisations, acteurs majeurs dans la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le soutien aux migrants, le monde étudiant, le monde du travail, de l'éducation populaire, de la citoyenneté, de l'économie sociale et solidaire et de la mutualité.



SOMMAIRE

1 / CRISE SOCIALE : DES MÉNAGES INQUIETS POUR L'AVENIR P.4

2 / UNE CRISE DÉMOCRATIQUE PERÇUE COMME UN FREIN AUX TRANSITIONS P.5

3 / (RE)TROUVER LA COHÉRENCE ET LE SENS DES PRIORITÉS P.5

1. Une première année de second quinquennat pas à la hauteur des engagements P.6

2. Partage des richesses, partage des ressources, partage des responsabilités P.7

3. Des nœuds urgents à démêler P.8

4 / FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE : LE COLLECTIF DEVIENT AUSSI UN ESPACE D'ENGAGEMENT POUR LES CITOYENS P.10

1 CRISE SOCIALE : DES MÉNAGES INQUIETS POUR L'AVENIR

Le sondage réalisé par l'Institut Ipsos Sopra Steria pour le Pacte du Pouvoir de Vivre donne à voir que 60% des citoyens craignent de basculer dans la précarité.

L'inflation a atteint 5,2 % en France en moyenne sur 2022, et les prix de l'alimentation ont bondi de près de 15% en un an. Les prix de l'énergie ont également connu des augmentations record avec une augmentation de 28% entre 2021 et 2022.

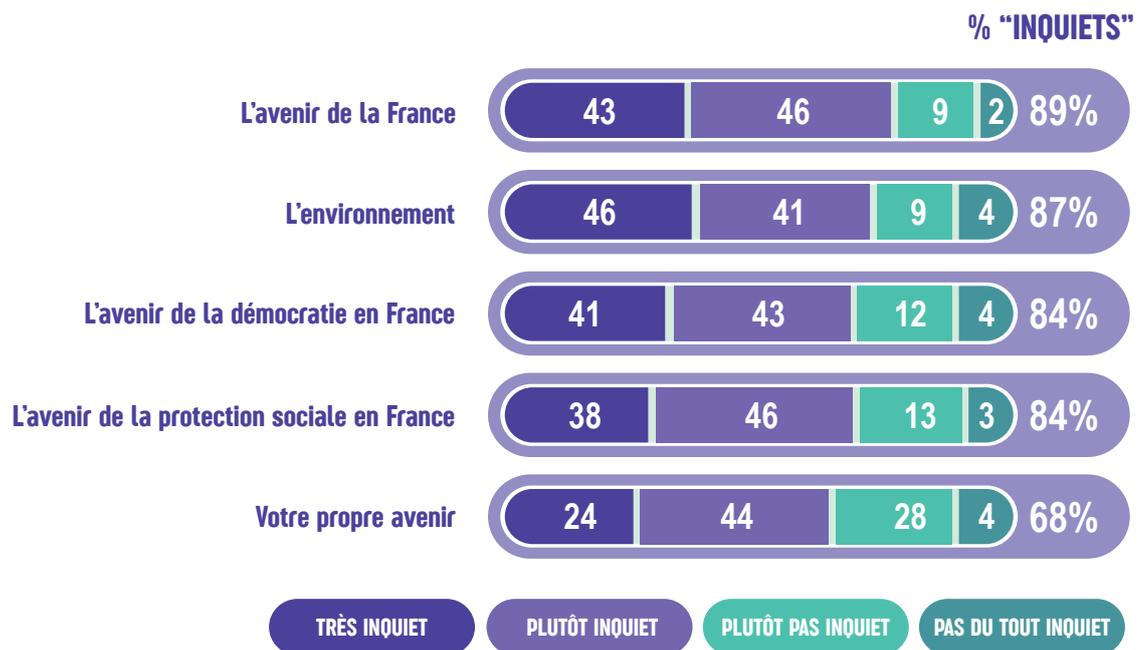
Ces fortes hausses touchent particulière-

ment les ménages modestes qui vivent "sur le fil". Du côté des plus pauvres, elles donnent lieu à des arbitrages impossibles entre des dépenses toutes essentielles.

L'inquiétude pour l'avenir n'est pas la seule dimension à prendre en compte.

Le sondage met en évidence des niveaux d'inquiétude élevés sur plusieurs autres sujets : l'avenir de la France, l'environnement, l'avenir de la démocratie, l'avenir de la protection sociale et le propre avenir des citoyens.

Question: "Et d'une manière générale, diriez-vous que vous êtes inquiet au sujet de..."
(Base: Ensemble des répondants)



© Ipsos - Les Français, la justice sociale et le partage des efforts - Pacte du pouvoir de vivre - Mars/Avril 2023

Ce constat pose la question de la possibilité, pour ces prochains mois, de mobiliser les citoyens pour engager les transformations que notre société doit opérer : doubler le rythme de réduction des émissions de gaz

à effet de serre, préserver la biodiversité et le vivant, lutter contre la pauvreté et les inégalités et réindustrialiser le pays sont autant de défis pour lesquels la société, dans son ensemble, doit s'engager.

2 UNE CRISE DÉMOCRATIQUE PERÇUE COMME UN FREIN AUX TRANSFORMATIONS ÉCOLOGIQUES ET SOCIALES

83% des Français.es pensent que la crise démocratique actuelle risque d'empêcher l'adoption de grandes réformes en faveur de la transition écologique et de la justice sociale.

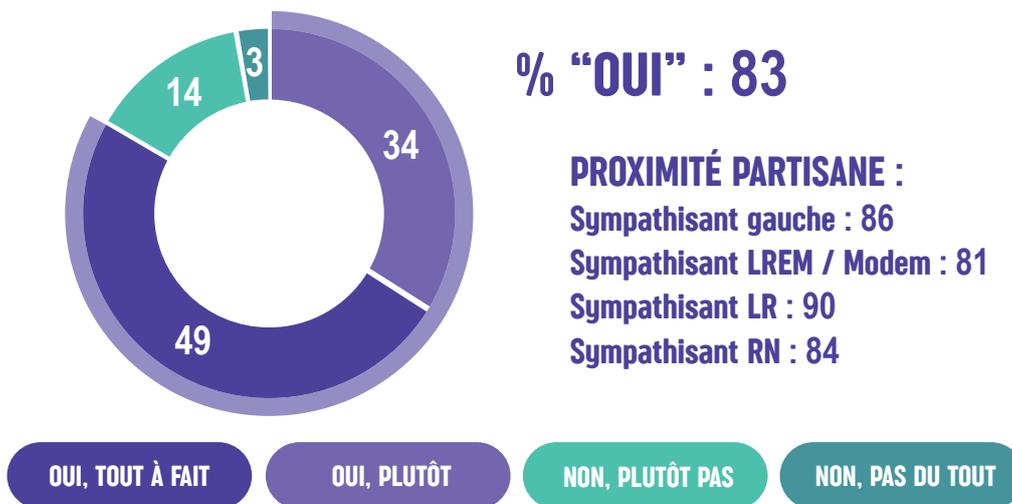
Le Pacte du pouvoir de Vivre partage cette analyse : la crise démocratique actuelle, qui s'est cristallisée autour de la réforme des retraites, risque de freiner fortement

l'élan nécessaire pour entreprendre les transitions à opérer en matière de transition écologique et de réduction des inégalités.

Les conclusions du Conseil Constitutionnel, attendues le 14 avril, sont un moment déterminant pour offrir l'apaisement nécessaire et retrouver les conditions du dialogue social et du travail collectif.

Question : "Selon vous, la crise démocratique actuelle (manque de confiance dans les institutions et le personnel politique, blocage au parlement, manque de dialogue, etc.) risque-t-elle d'empêcher l'adoption de grande réformes en faveur de la transition écologique ou de la justice sociale?"

(Base: Ensemble des répondants)



© Ipsos - Les Français, la justice sociale et le partage des efforts - Pacte du pouvoir de vivre - Mars/Avril 2023

3 (RE)TROUVER LA COHÉRENCE ET LE SENS DES PRIORITÉS

1 UNE PREMIÈRE ANNÉE DE SECOND QUINQUENNAT PAS À LA HAUTEUR DES ENGAGEMENTS

Lors de la campagne présidentielle de 2022, Emmanuel Macron avait annoncé vouloir tirer les enseignements de son premier quinquennat. D'abord en annonçant "changer de méthode", concédant ainsi n'avoir pas réussi à écouter et mobiliser

la société et en particulier les corps intermédiaires. Ensuite en annonçant de nouvelles ambitions pour faire de la France "une grande nation écologique" et "s'attaquer aux inégalités à la racine".

Mais, pour les organisations du Pacte du Pouvoir de Vivre, la première année du second quinquennat d'Emmanuel Macron n'est pas à la hauteur des défis à relever, ni à la hauteur de ses engagements. Le Président et son gouvernement n'ont pas, à ce stade, su relever cette double ambition. Par ailleurs certaines paroles et décisions suscitent l'inquiétude de nos organisations, et en particulier :

- ❖ La réforme de l'assurance chômage et la conditionnalité au versement du RSA traduisent une vision erronée et stigmatisante de la situation de demandeurs d'emploi et des personnes en situation d'exclusion.
- ❖ La loi Kasbarian-Bergé tout aussi injuste qu'inutile risque de conduire à une surenchère répressive contre les personnes sans abri et mal-logées sans résoudre la crise du logement.
- ❖ La mise en place des zones à faible émission (ZFE), nécessaires sur le plan sanitaire et climatique, est mal anticipée et souffre d'un manque d'accompagnement des personnes les plus modestes pour qui des alternatives doivent impérativement être proposées.
- ❖ La rénovation thermique des logements, malgré la triple nécessité d'allier sobriété, économie des ménages et lutte contre la mal logement, souffre de fortes insuffisances (nombre limité de rénovations globales et performantes, restes à charge trop élevés pour les ménages à faibles ressources...).
- ❖ La prolongation de coupes budgétaires importantes sur les bailleurs sociaux et les faibles perspectives de construction de logements après des années de baisse inquiétantes.
- ❖ La bien trop faible augmentation des minima sociaux accordée par le gouvernement (+ 1.6%) au regard de l'inflation.
- ❖ Les premières orientations du projet de loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration suscitent de vives inquiétudes...
- ❖ La mise en place des CNR, dont celui sur la Santé, qui sur la méthode et sur l'atterrissage, continuent de susciter de nombreuses interrogations.

En ce qui concerne la méthode et la gouvernance, les premiers mois de l'année 2023 auront été marqués par une opposition très majoritaire des travailleurs et des citoyens à la réforme des retraites, incarnée par une mobilisation sociale et citoyenne sans précédent depuis plusieurs décennies. L'absence de dialogue et de considération, le flou et les contradictions sur les attendus comme les effets de la réforme, le recours au 49.3 pour faire adopter le texte sur la réforme des retraites et les petites phrases et attaques personnelles, abîment encore un peu plus la démocratie et le dialogue social.

En plus des tensions démocratiques majeures sur la réforme des retraites, nos organisations n'observent pas de changement profond, mais plutôt un empilement de consultations et de communications.

Au lendemain de l'élection présidentielle pour laquelle le Pacte a appelé sans réserve à voter pour Emmanuel Macron pour faire barrage à l'extrême-droite, nous lui écrivions :

<https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/actualites/le-courrier-du-pacte-du-pouvoir>

C'est le cas de la mise en place du Pacte des Solidarités et les questions que pose son articulation avec la planification écologique. C'est aussi le cas du Conseil National de la Refondation et ses déclinaisons thématiques et territoriales, entre lesquelles il est difficile de trouver une cohérence d'ensemble, une colonne vertébrale et d'apprécier l'ambition de

transformation sur les plans écologiques et sociaux.

Enfin, nos organisations réproouvent fermement certaines déclarations qui, après la mise en place du contrat d'engagement républicain sujet à interprétation, viennent menacer la vie associative et son indépendance d'action.

2 PARTAGE DES RICHESSES, PARTAGE DES RESSOURCES, PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

On ne peut construire une société apaisée sans partage. Et on ne peut répondre aux défis sociaux et écologiques sans moyens supplémentaires. Il nous faut donc envisager une contribution plus importante et plus progressive de ceux qui en ont les moyens.

74% des Français.es soutiennent la nécessité d'une plus grande progressivité de l'impôt, c'est-à-dire une hausse des impôts pour une partie de la société et une baisse pour une autre partie, afin d'améliorer le partage des richesses en France. Ce taux atteint 85% chez les foyers aux revenus moyens/inférieurs et reste majoritaire chez les plus aisés avec un taux de 59%.

Le Pacte du Pouvoir de Vivre demande au gouvernement de mobiliser l'outil fiscal et d'ouvrir le débat sur une fiscalité juste.

C'est une condition sine qua non pour se donner les moyens des transformations à venir, qui vont nécessiter des investissements massifs et durables. Certes les investissements dans la transition écologique ont augmenté en 2021, mais les besoins dans la transition sont bien supérieurs, de l'ordre de 30 milliards d'euros de plus par an selon la dernière évaluation d'I4CE.

Il ne sera possible d'investir sur l'avenir en matière de transition écologique, de protection sociale, de lutte contre la

pauvreté et les inégalités, d'éducation, de santé que si l'on repense la fiscalité pour la rendre plus juste et plus efficace. C'est d'ailleurs l'avis de certains économistes de la Banque Centrale comme du gouverneur de la Banque de France qui ont appelé récemment à sortir de la baisse en continu des prélèvements et à remettre en place de nouvelles taxes.

Une fiscalité juste est un pré-requis de son acceptabilité sociale. Le trop courant "deux poids deux mesures" en la matière renforce le sentiment d'injustice dans notre pays. Il suffit de prendre l'exemple du transport aérien, qui, bien qu'étant le mode de transport le plus émetteur de gaz à effet de serre par personne et kilomètre parcouru, continue d'être fiscalement avantageux. Comment dès lors faire comprendre aux citoyens et aux citoyennes la nécessité de payer des taxes lorsqu'ils font le plein à la station service alors que le secteur aérien en est exempté pour le kérosène utilisé dans les avions ?

Ce sujet du partage constitue un enjeu politique majeur pour les mois et années à venir.

Il intègre trois dimensions qu'il faut désormais mettre tout en haut de l'agenda politique :

- Le **partage des richesses** : remettre la justice fiscale au coeur du débat et des politiques publiques.

❖ Le **partage des ressources** : les tensions actuelles autour de la gestion de l'eau montrent qu'il est nécessaire d'organiser le partage en organisant d'une part la sobriété collective et d'autre part l'accès juste à tous aux ressources naturelles

❖ Le **partage des responsabilités** : si chacun.e doit contribuer à une société

écologique juste, l'État est celui qui doit organiser la transition, fixer le cap et les ambitions, donner les moyens et mobiliser tous les acteurs locaux et nationaux. Il doit aussi organiser le débat et être l'un des moteurs actifs de la démocratie sociale pour rendre effective une transition juste.

3 ➤ DES NOEUDS URGENTS À DÉMÊLER

Sortir du blocage actuel revient aussi à anticiper les points de blocage à venir. L'accélération de la transition écologique et de la lutte contre les inégalités soulève des points de tension qu'il faut identifier et résoudre.

Dans ce contexte, la stratégie de lutte contre la pauvreté (Pacte des solidarités) attendue

pour le printemps doit impérativement être hautement ambitieuse et pleinement articulée avec la planification écologique.

A court terme, nos organisations ont identifié des nœuds importants qui, en plus d'être des points de tension politiques, touchent pleinement le quotidien des citoyens, et notamment des plus modestes.

❖ RENDRE LA MOBILITÉ DURABLE ACCESSIBLE À TOUS

Avec le renchérissement du carburant, des véhicules, de leur entretien... La voiture devient un luxe pour de nombreux ménages. Le Baromètre FNH / Wimoov (2022)¹ a ainsi montré que 9 millions de personnes vivent dans une forme de précarité mobilité, liée à la trop forte dépendance à la voiture. Le RAC met également en évidence que le coût de la voiture a bondi de 14 % en cinq ans, passant de 3 680 euros par an en 2017 (soit 306 euros par mois) à 4 210 euros fin 2022².

L'accompagnement de chacun.e à la mobilité durable est essentiel et à ce stade, les mesures mises en œuvre ne permettent pas de prendre en considération les besoins des citoyens, et en particulier les plus modestes. Il y a pourtant un besoin urgent de donner des solutions alternatives, durables, accessibles économiquement.

Les tensions actuelles autour des zones à faibles émissions illustrent cette nécessité. L'enjeu premier de la mise en place des zones à faibles émissions, ZFE, est la santé publique : en France, 48 000 personnes meurent tous les ans à cause des pollutions aux particules fines. Il faut agir et vite, d'autant que les plus modestes sont les premiers concernés par ces pollutions et que les ZFE permettent, dans le même temps, d'agir pour le climat. Or leur mise en place nécessite organisation et anticipation, qui ont fait largement défaut jusqu'ici, pour que les plus modestes ne soient pas pénalisés. Continuer d'investir dans les alternatives, ticket mobilité durable, élargissement du malus au poids sont autant de pistes pour rendre les ZFE plus justes.

1- <https://barometremobilites-quotidien.org/index.php/chiffres-cles-2022/>

2- <https://reseauactionclimat.org/ll-y-a-urgence-a-transformer-notre-mobilite-du-quotidien/>

UNE ALIMENTATION SAINES POUR TOU.TE.S DANS LES CANTINES

La filière de la restauration collective n'a pas été épargnée par l'augmentation du prix des denrées alimentaires : l'inflation y est estimée en moyenne à 15%. **Conséquence : une baisse de l'approvisionnement en produits biologiques et de nombreux parents qui ont vu le tarif des repas des cantines scolaires de leurs enfants augmenter.** Or, avant même la reprise de l'inflation, la fréquentation des cantines scolaires par les familles précaires était déjà moins importante que celles des enfants issus des milieux les plus aisés.

Pourtant, avec 3,8 milliards de repas servis par an, la restauration collective pourrait être un formidable levier de la transition des systèmes agricoles et alimentaires et

un outil de prévention contre la précarité alimentaire grâce à :

- La généralisation des mesures de tarification sociale dans la restauration scolaire.
- Une aide d'urgence de l'Etat pour que les cantines puissent continuer de proposer des produits biologiques aux convives et un soutien à l'investissement pour accompagner la transition des restaurants.
- La mise en place de menus végétariens, facteur d'inclusivité et de lutte contre le changement climatique.

RÉNOVATION THERMIQUE DES LOGEMENTS

En 2022, 700 000 logements ont été rénovés via le dispositif Ma Prime Renov. Mais ces rénovations ne permettent pas de résoudre le triple enjeu - écologique, sanitaire et social - de la précarité énergétique puisqu'elles donnent rarement lieu à des rénovations globales et performantes, seules à même de répondre aux défis.

Le coût d'une rénovation globale est élevé. Les restes à charge peuvent atteindre plusieurs dizaines de milliers d'euros :

35% de reste à charge en moyenne pour les ménages "très modestes" selon le barème de l'ANAH, 55 % pour les ménages "modestes".

Alors que la précarité énergétique concerne plus de 12 millions de personnes et malgré le bouclier mis en œuvre par l'Etat, de 15% tout de même en 2023, il est urgent d'agir au plus vite.

Le Pacte du Pouvoir de Vivre propose d'agir à triple niveau :

- Déployer des aides à la rénovation plus ciblées et conséquentes pour tendre le plus possible vers un reste à charge nul pour les ménages les plus modestes.
- Déployer le tiers financement pour faciliter l'accès aux travaux.
- Augmenter significativement le montant du chèque énergie.

Lire le document du Pacte du Pouvoir de Vivre "Lutte contre la pauvreté et planification écologique - ambition et cohérence pour donner à chacun.e Le Pouvoir de Vivre.

4 FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE : LE COLLECTIF DEVIENT AUSSI UN ESPACE D'ENGAGEMENT POUR LES CITOYENS

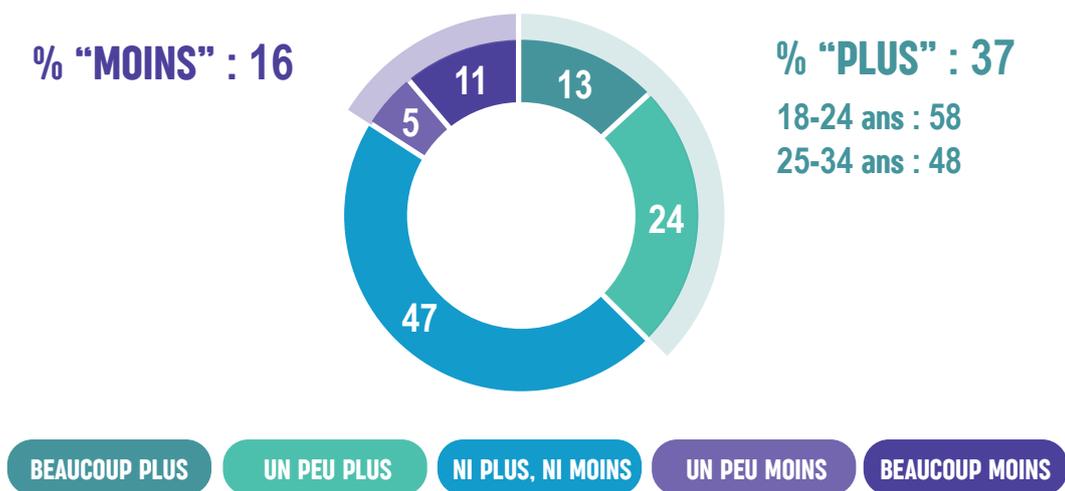
Le Pacte du pouvoir de vivre respectera les décisions du Conseil constitutionnel le 14 avril. Quelles qu'elles soient, elles ne pourront pas effacer l'absence de considération pour les femmes et les hommes qui se sont mobilisés massivement depuis 3 mois. Impossible aujourd'hui de prédire comment s'exprimera le ressentiment né de cette

crise démocratique. Toutefois la résignation ne semble pas prendre le pas, comme le montre notre enquête :

37% des Français.es affirment que la crise démocratique actuelle leur donne envie de plus s'engager, et 58% chez les plus jeunes (10-24 ans).

Question : "Et pour chacun des acteurs suivants, seriez-vous intéressé pour vous engager auprès de chacun d'entre eux ?"

(Base: Ensemble des répondants)



© Ipsos - Les Français, la justice sociale et le partage des efforts - Pacte du pouvoir de vivre - Mars/Avril 2023

Parce qu'il ne peut pas attendre pour peser davantage et être entendu, le Pacte du pouvoir de vivre veut mettre en œuvre le pouvoir d'agir au niveau national et local.

Le Pacte du Pouvoir de Vivre ouvre ainsi un espace d'action aux citoyen.ne.s qui veulent porter un autre projet de société et œuvrer à montrer qu'il est possible de concilier transition écologique et justice sociale.

L'objectif est de contribuer à faire vivre la participation citoyenne, pour susciter

l'engagement et former les citoyen.ne.s à porter demain le projet de société du Pacte. **Le Pacte pourra ainsi jouer un rôle de trait d'union entre les citoyens et l'action politique, un rôle de sas pour celles et ceux qui veulent s'engager.** Aujourd'hui dans le Pacte, demain dans une association, un mouvement, un syndicat, un parti politique, une collectivité...

Le Pacte du Pouvoir de vivre propose ainsi aux citoyens et citoyennes de s'inscrire via son site Internet pour participer à faire vivre les actions et les projets du collectif et des organisations qui le composent.

Les citoyennes et citoyens pourront ainsi s'engager en :

-  S'informant / se formant et notamment via la **création prochaine de l'École du Pouvoir de Vivre, lancée officiellement lors de la journée du Pouvoir de Vivre à l'automne.**
-  Relayant les actions.
-  Agissant près de chez soi.

ÉCOLE DU POUVOIR DE VIVRE

Le contexte actuel invite le Pacte à s'engager dans la bataille culturelle en proposant un espace d'apprentissage, de partage de connaissance, de réflexion, autrement dit d'éducation populaire tournée vers la transition écologique et sociale. Le réseau des organisations que représente le Pacte a beaucoup à partager, à transmettre mais aussi à recevoir. Le Pacte du Pouvoir de Vivre souhaite rassembler toutes ces énergies pour mettre sur pied une école du Pouvoir de Vivre qui transmette ce que sont et ce que font le collectif et ses organisations membres.

Les citoyennes et les citoyens peuvent s'inscrire sur le site du Pacte du Pouvoir de vivre (<https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/>) pour s'engager sous différentes formes :


Le projet ▾
Le Pacte ▾
Actualités
Publications
Agir
🔍

Engagez-vous avec le Pacte du pouvoir de vivre !

Nous, organisations du Pacte du pouvoir de vivre, représentons des millions de citoyennes et citoyens engagé.e.s pour répondre à l'urgence écologique, sociale et démocratique.
 Nous avons la conviction qu'il est possible d'améliorer notre quotidien tout en préparant un avenir qui donne à chacun et chacune le pouvoir de vivre et d'agir.
 C'est le sens du projet de société que nous portons et construisons ensemble.
Pour participer au renouveau démocratique, nous avons besoin de votre engagement, quels que soient votre parcours et votre expérience.

» Donnons-nous le pouvoir d'agir ensemble :
Cliquez sur les actions qui vous intéressent pour nous rejoindre

	<p>SOUTENIR</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Montrer son soutien au projet du Pacte du pouvoir de vivre et nous rejoindre 		<p>S'INFORMER</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Recevoir la newsletter et les infos du Pacte du pouvoir de vivre ✓ Assister à des webinaires
	<p>SE FORMER</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Participer à des formations, en présentiel et en distanciel, de l'École du pouvoir de vivre. 		<p>RELAYER</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Relayer les initiatives du Pacte du pouvoir de vivre sur les réseaux sociaux ✓ Porter les propositions auprès des élu.e.s.
	<p>AGIR</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Devenir ambassadeur du Pacte ✓ Faire vivre le débat localement ✓ Organiser des événements avec les groupes locaux ✓ Accueillir les nouveaux membres ✓ Echanger entre citoyen.ne.s mobilisé.e.s ✓ Construire des propositions. 		

Prénom
 Nom
 Email
 Code Postal

En cliquant sur le bouton ci-dessous, vous acceptez notre politique de confidentialité applicable au traitement de vos données personnelles.

ORGANISATIONS DU PACTE DU POUVOIR DE VIVRE





PACTE DU POUVOIR DE VIVRE

CONTACT :

 amandinelebreton@pactedupouvoirdevivre.fr

RENDEZ-VOUS SUR :

 pactedupouvoirdevivre.fr

   @pouvoirdevivre